



Observatoire
québécois
des inégalités



Rapport annuel

—  **2024-2025**

Octobre 2025

Table des matières

Coup d'oeil sur l'Observatoire 3

- Mot du président et de la directrice générale 3
- Mission et vision 4
- Approche 5

Rayonnement de l'Observatoire en 2024-2025 6

- Chiffres clés 6
- L'impact de l'Observatoire, c'est aussi 7

Événements 8

- Événement annuel 8
- Événement exclusif pour les membres 10
- Webinaires 11

Projets de l'année 14

- Les mieux nantis au Québec 14
- La sécurité dans les HLM des grandes métropoles occidentales : enjeux, diagnostics et modèles d'intervention 15
- Les classes moyennes au Québec et au Canada 16
- La crise du logement et ses effets sur l'insécurité alimentaire et la santé 17
- Portrait de l'itinérance dans le Centre-Sud 18
- Bulletin de l'égalité des chances en éducation, édition 2025 19
- La facture collective de la crise du logement au Québec : le manque de logements adéquats nuit à la prospérité économique 20
- Inégalités sociales, scolaires et de santé : repenser le chemin vers l'égalité des chances. Un état de connaissances 21

Aperçu des projets en cours 22

- Itinérance et adaptation aux changements climatiques : un nouveau projet de recherche-action participative 22
- Chaleur accablante : quels impacts sur les inégalités sociales de santé et notre richesse collective? 23

Aperçu des analyses de l'année 24

- Comment se comparent les prestations d'assistance sociale du Québec à l'international? 24
- Pourquoi les femmes gagnent-elles toujours moins que les hommes en emploi au Québec? 25
- L'insécurité alimentaire gagne du terrain au sein de la classe moyenne québécoise 26
- Des régimes publics de pension insuffisants pour atteindre le revenu viable 27
- En panne de mobilité : les inégalités en matière de transport au Québec 28

Mémoire : Réduire les inégalités, un choix payant 29

Allocation des ressources 30

Équipe 31

Chercheuses et chercheurs associés 33

Conseil d'administration 34

Conseil scientifique 35

Autres faits saillants de l'année 36

Partenaires, membres et donateurs 37

Mot du président et de la directrice générale



Mario Regis,
*président du conseil
d'administration*



Nathalie Guay,
directrice générale

L'année 2024-2025 a été l'occasion d'approfondir et de faire rayonner l'expertise de l'Observatoire quant aux principales crises sociales qui s'aggravent au Québec : logement, itinérance, insécurité alimentaire, vulnérabilité aux changements climatiques et inégalités économiques en croissance.

Dans ce contexte, l'Observatoire doit continuer de faire œuvre utile en mettant en lumière des solutions visant la réduction des inégalités sous toutes leurs formes. Nous y parvenons sans compromis quant à la démarche scientifique que nous privilégions et que nous considérons essentielle pour des discussions et des choix démocratiques.

Au fil des dernières années, l'équipe a développé ses capacités dans l'utilisation de méthodes de recherche innovantes (recherche-action participative, dialogue des savoirs) permettant d'identifier des solutions de façon inclusive, participative et rigoureuse, tout en approfondissant ses capacités d'analyse quantitative afin d'éclairer les débats sur les inégalités de richesse, l'égalité des chances en éducation, la réponse aux besoins essentiels, etc.

Les efforts de réduction des inégalités font face à des vents contraires d'une violence croissante et inouïe à l'échelle mondiale. Cela affaiblit les institutions internationales dont le rôle est de défendre les droits humains. Et cela n'est pas sans conséquence ici au Québec sur notre cohésion sociale. Dans ce contexte, l'Observatoire a entrepris de resserrer et dynamiser ses relations avec divers partenaires de façon à promouvoir des initiatives, des projets porteurs des valeurs qui l'animent : inclusion, équité, diversité, accessibilité et respect.

Chères et chers membres et partenaires, merci pour votre engagement envers la réduction des inégalités et la mission de l'Observatoire. Ensemble, nous démontrons que les connaissances constituent l'un des fondements essentiels d'une société plus juste.

Mission et vision

Des choix éclairés pour une société plus juste

MISSION

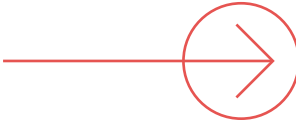
L'Observatoire produit, mobilise et démocratise des connaissances sur différentes formes d'inégalités au Québec afin d'éclairer la prise de décision et de sensibiliser un large public à l'état des inégalités, à leurs causes et conséquences ainsi qu'aux solutions possibles.

STRATÉGIES ET ACTIONS

- Réaliser des recherches approfondies et des analyses intersectionnelles.
- Diffuser des infographies et autres outils de transfert de connaissances.
- Réunir divers publics lors de conférences, webinaires et formations.
- Participer aux discussions et consultations où l'Observatoire peut apporter son expertise.

IMPACT ULTIME

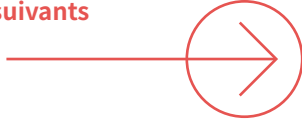
Faire du Québec une société qui, à l'heure de prendre des décisions, tient systématiquement compte des inégalités afin de les réduire.



Si l'Observatoire et ses partenaires (communauté de recherche, organisations de la société civile, mandataires) travaillent ensemble à favoriser une meilleure compréhension des inégalités auprès :

- des **organisations actives** pour la réduction des inégalités,
- des **médias et des personnes influentes** dans divers réseaux,
- des personnes ayant un **pouvoir décisionnel**,
- du **corps enseignant** et des personnes qui influencent le grand public, y compris les jeunes.

Cela devrait contribuer aux effets suivants



EFFETS IMMÉDIATS

- Les inégalités suscitent davantage la réflexion et la prise de parole, et les espaces d'échanges à leur sujet se multiplient.
- Des données et outils sont rendus accessibles et sont de plus en plus utilisés.
- Les principales inégalités au Québec sont mieux comprises, en particulier leurs causes, leurs impacts sur divers segments de la population et les pistes de solution pour les réduire.

EFFETS INTERMÉDIAIRES

- Le plaidoyer en faveur de la réduction des inégalités est renforcé.
- Les médias s'appuient sur des données probantes et sont mieux outillés pour traiter des inégalités dans l'analyse des phénomènes sociaux.
- La situation des personnes les moins nanties et discriminées est mieux comprise.
- Des attitudes sont plus favorables à un meilleur partage des richesses.
- Les solutions pour réduire les inégalités obtiennent un ralliement croissant.

EFFETS LONG TERME

- Des propositions, pistes de solution consensuelles émergent et sont portées par une diversité de parties prenantes.
- Les personnes sont mieux outillées pour prendre des décisions éclairées permettant un meilleur partage des richesses et visant la réduction des inégalités.

Valeurs :

Inclusion - Accessibilité -
Équité - Respect - Diversité

Piliers :

Recherche - Communication - Intersectionnalité
- Collaboration - Dialogue - Créativité

Approche

L'Observatoire québécois des inégalités se distingue par sa perspective résolument intersectionnelle, son usage systématique du concept d'ADS+ et sa préférence pour la recherche-action participative.

Cette approche permet de voir que les inégalités sont multidimensionnelles, cumulatives et qu'elles s'engendrent et se renforcent mutuellement. Dans son analyse des inégalités, l'Observatoire considère l'interaction entre les principaux systèmes de stratification sociale, qu'ils soient basés sur l'âge, le genre, l'origine ethnoculturelle (race, religion, langue), la classe, la géographie, l'orientation sexuelle, une situation de handicap, etc.

L'Observatoire met en dialogue des savoirs académiques, techniques et expérientiels dans une perspective de justice épistémique. Il mise sur des méthodes mixtes, incluant la méthode historique, l'analyse quantitative, la recherche qualitative et l'évaluation des politiques publiques fondée sur des données probantes.

Les méthodes mixtes permettent de combiner les données statistiques avec les données d'archives et des entretiens approfondis avec des personnes provenant de divers milieux, offrant ainsi des perspectives riches, révélant les nuances souvent invisibles ou invisibilisées des inégalités.

Les chercheuses et chercheurs de l'Observatoire œuvrent à la mobilisation et au développement des connaissances, tant d'un point de vue transversal que longitudinal, tant à l'échelle locale que régionale ou nationale.

Chiffres clés



144 mentions dans les médias (augmentation de 51% par rapport à l'an dernier)

3 363 personnes abonnées de plus sur les réseaux sociaux

26 infolettres envoyées

Près de **70 publications** (10 rapports de recherche, 9 analyses, 1 mémoire, 24 infographies, 1 documentaire, 12 vidéos et 12 articles)

3 webinaires et **2 événements** en présentiel

Plus de 49 000 visites sur le site

2 x plus de sollicitations des médias

Plus de 3 000 abonné·es à l'infolettre

373 publications sur les réseaux sociaux

Plus de 110 personnes présentes à l'événement annuel

Plus de 45 000 vues sur notre chaîne TikTok



L'impact de l'Observatoire, c'est aussi

→ **Plus de 1 500 personnes** rejointes par une présentation de l'Observatoire

→ **46 présentations** de membres de l'équipe

→ **28 mentions** dans des publications scientifiques ou publiques

→ **Plus d'une centaine de mentions** sur les canaux de diffusion d'organismes communautaires, organes de recherche et gouvernementaux

“ Super vos fiches sur les inégalités! Je m'en suis servie pour faire une présentation. C'est très utile de retourner à la base.”
— Professionnelle travaillant dans une OBNL

“ Nous avons reçu des commentaires très positifs sur votre présentation, sur sa pertinence dans le contexte actuel.”
— Fonctionnaire

“ Bravo à l'Observatoire d'avoir grandement contribué à la production de matériel pédagogique pour le nouveau cours de Culture et citoyenneté québécoise avec le Collectif ensemble pour une école citoyenne.”
— Enseignant·e

“ J'aime beaucoup les travaux de l'Observatoire. J'ai particulièrement apprécié le travail sur les inégalités de patrimoine qui m'a donné des arguments pour en parler à mes supérieurs.”
— Membre d'un syndicat

Événement annuel

Le retour des classes sociales?
25 et 26 mars 2025 à Gatineau



L'exacerbation des inégalités semble avoir donné un nouvel élan aux analyses reposant sur les classes sociales. Les classes sociales retrouvent-elles aujourd'hui une pertinence comme grille de lecture des inégalités, comme source d'identité collective et comme vecteur de mobilisation politique?

C'est à ces questions qu'a tenté de répondre la quatrième édition de l'événement annuel de l'Observatoire québécois des inégalités. Son objectif : éclairer, à partir de recherches empiriques, de récits d'expériences et de pratiques professionnelles, les circonstances, les mécanismes et les processus qui influencent les évolutions récentes des classes sociales au Canada et au Québec. Les enjeux de la polarisation socioéconomique, du déclassement social, de l'avenir des classes moyennes et des pistes de solutions vers une société moins inégalitaire ont constitué les thèmes principaux des échanges.

L'édition a regroupé une centaine de participantes et participants issus des milieux académique, communautaire, associatif et de la fonction publique. Sur scène ou dans l'assemblée, au cours des panels ou des tables rondes, les échanges se sont révélés particulièrement denses et riches. Questionnements, suggestions, inquiétudes, témoignages, débats : de ces deux jours de réflexion ont découlé une énergie contagieuse et le besoin commun d'identifier des pistes de solutions.

Photo : Marine Diez Photographe

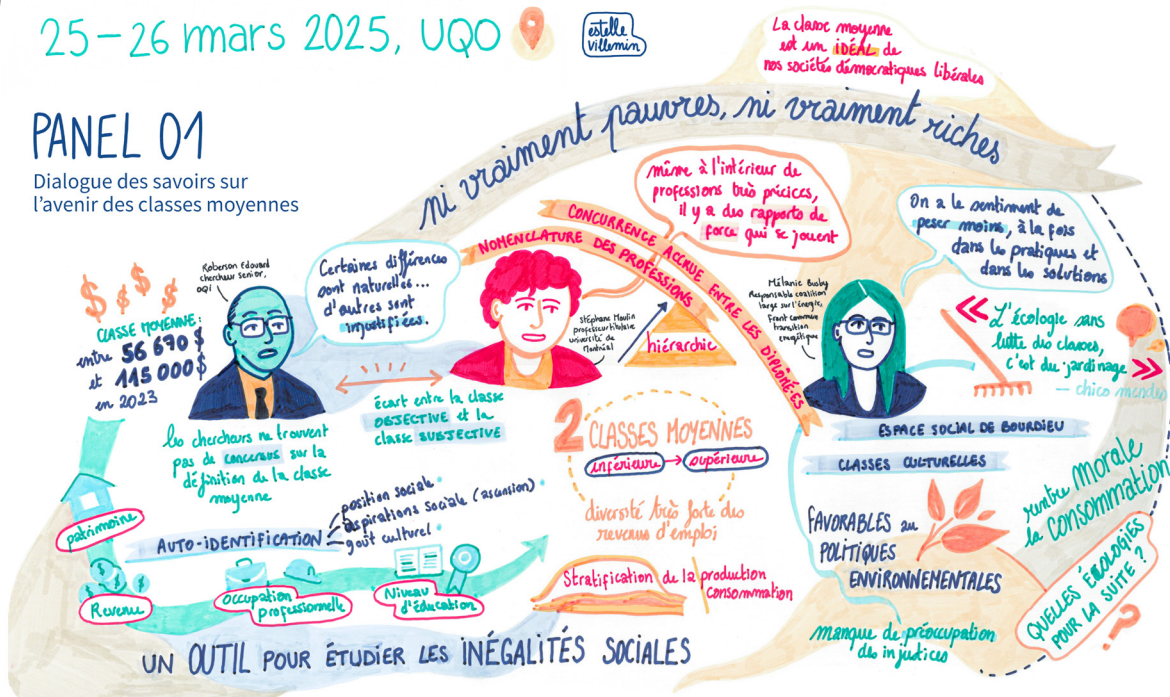
Le retour des classes sociales ?

25-26 mars 2025, UQO

estelle
villumin

PANEL 01

Dialogue des savoirs sur
l'avenir des classes moyennes



Cet événement a été organisé grâce à la contribution financière de :

Emploi et Développement social Canada, Centraide Outaouais, Université du Québec en Outaouais, Centrale des syndicats du Québec, Confédération des syndicats nationaux.



Employment and
Social Development Canada

Emploi et
Développement social Canada



Centraide
Outaouais

UQO



CSQ
Centrale des syndicats
du Québec



CSN
Solidaire
depuis 1921



Événement exclusif pour les membres

Table ronde : Qui sont les
riches au Québec?
16 octobre 2024



En amont de son assemblée annuelle, l'Observatoire a offert à ses membres, la présentation en primeur d'une analyse inédite sur l'évolution des populations les plus aisées par Mamadou Diallo, chercheur en résidence à l'Observatoire et doctorant en études de populations à l'INRS. Cette présentation a été suivie d'une discussion avec Dahlia Namian, sociologue, professeure associée à l'Université d'Ottawa et autrice de *La société de provocation*, Claire Trottier, philanthrope et Mamadou Diallo, animée par Nathalie Guay, directrice de l'Observatoire québécois des inégalités.

➔ 75 personnes inscrites

Webinaires

*Lancement de l'édition 2024 du
Bulletin de l'égalité des chances
en éducation - 29 août 2024*

L'Observatoire a organisé un webinaire à l'occasion de la publication de la 2e édition du Bulletin de l'égalité des chances afin d'en présenter les faits saillants et donner la parole à des actrices et acteurs du monde de l'éducation.


**Observatoire
québécois
des inégalités**


WEBINAIRE

LE BULLETIN DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES EN ÉDUCATION, ÉDITION 2024.

Cégep et université : les inégalités d'accès et de diplomation

 En ligne, le jeudi 29 août 2024, de 12h à 13h

→ **JE M'INSCRIS DÈS MAINTENANT**

INTERVENANTS.ES :



Pierre Doray
Professeur au département de sociologie de l'UQAM



Xavier St-Denis
Professeur à l'Institut national de la recherche scientifique



Julie Gagné
Directrice de l'Observatoire sur la réussite en enseignement supérieur



Nathalie Chabot
Conseillère à l'action professionnelle-Éducation, CSQ



→ 169 participants et participantes

→ Plus de 510 visionnements sur YouTube

Avec la participation de :

Pierre Doray, professeur au Département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal (UQAM)

Xavier St-Denis, professeur à l'Institut national de la recherche scientifique (INRS)

Julie Gagné, directrice de l'Observatoire sur la réussite en enseignement supérieur (ORES)

Nathalie Chabot, conseillère à l'action professionnelle-Éducation à la Centrale des syndicats du Québec (CSQ)

Webinaires

L'insécurité alimentaire : aperçu de la situation. Quelles solutions durables? - 27 novembre 2024

Pour la troisième année consécutive, l'Observatoire a organisé un webinaire sur l'insécurité alimentaire. Parmi les sujets abordés : le dépannage alimentaire au quotidien, les constats du *Bilan-Faim 2024*, l'insécurité alimentaire à la lumière de la crise du logement, le point de vue étudiant sur l'insécurité alimentaire, la pertinence et les effets potentiels d'un programme d'alimentation scolaire universel.

WEBINAIRE



L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Aperçu de la situation. Quelles solutions durables ?

ÉDITION 2024

MERCREDI 27 NOVEMBRE 2024 | 12H À 13H30



→ 267 participants et participantes

→ Plus de 425 visionnements sur YouTube

Avec la participation de :

Tasha Lackman, Directrice générale, Le Dépôt Centre communautaire d'alimentation

Martin Munger, Directeur général, Banques alimentaires du Québec

Jacob Parisée, Vice-président, Fédération étudiante collégiale du Québec

Sandy Torres, chercheuse à l'Observatoire québécois des inégalités

Danie Martin, coordonnatrice du Collectif québécois de la Coalition pour une saine alimentation scolaire

Webinaires

Au delà de la criminalité : les nouveaux défis de la sécurité urbaine au Québec - 25 juin 2025

Depuis plusieurs années, les dynamiques d'insécurité urbaine se sont recomposées au Québec, comme dans d'autres sociétés occidentales. Ce phénomène se manifeste à travers une hausse marquée de certains actes de violence (utilisation des armes à feu, violences entre jeunes, crimes haineux, crimes dans les espaces publics), mais aussi par des problèmes de cohabitation sociale et une amplification des discours

médiatiques et politiques centrés sur le sentiment d'insécurité. Pourtant, l'insécurité urbaine ne peut être analysée uniquement comme une question policière ou criminelle. Elle doit aussi être envisagée sous l'angle d'une fragmentation urbaine alimentée par des inégalités socioéconomiques, raciales et territoriales. Autrement, comment expliquer que certaines populations soient surexposées à la violence et sous-protégées par les institutions ? Pourquoi la réponse sécuritaire (policière et judiciaire) prend-elle souvent le pas sur les approches sociales, préventives ou réparatrices ?

Ce webinaire a proposé une discussion sur l'insécurité urbaine comme expression des failles du modèle social actuel et d'un échec collectif à garantir une vie digne pour tous. Il vise tout particulièrement à croiser les perspectives sur les réalités et les perceptions de l'insécurité dans différentes configurations urbaines au Québec. Il offre aux acteurs de terrain, aux fonctionnaires, aux chercheurs, aux élus et aux citoyens un espace de dialogue structuré pour renouveler leurs diagnostics et identifier des pistes d'action concrètes à la hauteur des défis contemporains.

WEBINAIRE

Insécurité urbaine

Au-delà de la criminalité : les nouveaux défis de sécurité urbaine au Québec

25 juin 2025 → 12h00—13h30



Observatoire
québécois
des inégalités



→ 147 participants et participantes

→ Plus de 168 visionnements sur YouTube

Avec la participation de :

Camille Vincent-Renard, Centre Le Havre

Catherine Dufresne, arrondissement
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

Kester Milhomme, jeune de
Rivière-des-Prairies

Leslie Touré Kapo, Institut national de la
recherche scientifique

Roberson Édouard, Observatoire
québécois des inégalités

Les mieux nantis au Québec

Par Mamadou Diallo

Le fait d'avoir des parents parmi les personnes les mieux nanties augmente considérablement les chances de l'être soi-même : de 480% au Québec. Cette tendance en augmentation depuis les années 2000 pourrait indiquer un déclin de la mobilité sociale.

« Peu d'études documentent la composition du sommet de l'échelle sociale. Pourtant s'intéresser aux personnes les mieux nanties est essentiel pour comprendre les dynamiques qui façonnent notre société et la persistance d'inégalités », explique Mamadou Diallo, chercheur en résidence à l'Observatoire et auteur du rapport.

En plus de souligner le rôle déterminant du statut socio-économique des parents, l'étude met en lumière une surreprésentation des hommes, des personnes mariées, des personnes ayant un diplôme d'études supérieur au secondaire, des personnes âgées de 35 à 55 ans, des personnes ayant des enfants, des personnes vivant en région urbaine parmi le groupe des 10 % les plus riches.

« Si **cette étude** apporte un éclairage précieux pour mieux comprendre les dynamiques à l'œuvre derrière la création et la persistance d'inégalités, elle est probablement la partie visible de l'iceberg », mentionne Nathalie Guay, directrice générale de l'Observatoire. En effet, on manque actuellement de données sur le patrimoine des personnes les mieux nanties. Les rendre accessibles est essentiel pour avoir un portrait plus juste de la situation.

**Dans
les médias**



- Pivot
- Noovo info
- Les Affaires
- Infobref

La sécurité dans les HLM des grandes métropoles occidentales : enjeux, diagnostics et modèles d'intervention

Par Roberson Edouard

Le Québec, à l'instar de nombreuses régions du monde, traverse une crise du logement marquée par un grave déficit de logements résidentiels, une hausse vertigineuse des loyers et des prix immobiliers, ainsi qu'une pénurie de logements abordables.

Ces défis touchent de manière disproportionnée les populations vulnérables : familles à faible revenu, femmes (notamment les mères monoparentales), jeunes, travailleurs précaires, personnes sans abri, personnes racisées, communautés autochtones, nouveaux arrivants, réfugiés, et autres groupes marginalisés.

Dans ce contexte, les logements sociaux jouent un rôle crucial en offrant des solutions abordables aux communautés les plus vulnérables.

Ce rapport offre une vue d'ensemble des enjeux de sécurité dans les logements sociaux, identifie des références et des pratiques inspirantes dans les grandes métropoles occidentales et fournit des analyses et des recommandations pour guider l'Office municipal d'habitation de Montréal dans ses décisions

Ce rapport a été rendu possible grâce à l'appui de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM).



Office municipal
d'habitation
de Montréal

Participation à des conférences

L'insécurité dans les HLM : Problèmes, diagnostic et perspectives - Forum de l'OMHM. Octobre 2024

Les classes moyennes au Québec et au Canada

Par Geoffroy Boucher, Roberson Edouard,
Ferdaous Roussafi et Christian Girard

Cette année, l'Observatoire a publié une série de trois notes de recherche sur les classes moyennes dont l'objectif est d'analyser l'évolution des inégalités à partir de la taille et de la composition de ses classes moyennes afin d'éclairer les débats et les décisions qui mobilisent ce concept parfois mal défini et sujet à interprétation.

La première note présente un bilan des connaissances sur les classes moyennes et décortique ce terme d'apparence simple, mais souvent l'objet de beaucoup de confusions, afin de déboulonner les mythes entourant le concept. « On est tenté de croire que la classe moyenne est homogène, alors qu'elle est plurielle », souligne Roberson Édouard, auteur de la note.

La deuxième note brosse un portrait inédit des classes moyennes et de leurs transformations au Québec et au Canada sur une période de près de 50 ans. Contrairement aux idées reçues, on n'observe pas de déclassement de la classe moyenne. « Si la classe moyenne a pu maintenir sa vigueur au Québec, c'est notamment grâce aux transferts gouvernementaux et à la fiscalité », souligne Geoffroy Boucher, auteur de la note.

La troisième note s'intéresse aux effets de certaines mesures fiscales sur la taille des classes moyennes. « L'objectif était de voir comment certaines mesures fiscales contribuent à la taille des classes moyennes en effectuant des simulations via la Base de données de simulation de politiques sociales de Statistique Canada », explique Ferdaous Roussafi, co-autrice de la note.

**Dans
les médias**



- Radio Canada
- La Presse
- Radio Canada

Ce projet a été réalisé grâce à la contribution financière d'Emploi et Développement social Canada.



Employment and
Social Development Canada

Emploi et
Développement social Canada

La crise du logement et ses effets sur l'insécurité alimentaire et la santé

Par Sandy Torres, avec la collaboration de
Geoffroy Boucher et Roberson Edouard

L'Observatoire a publié **une étude inédite** explorant les liens entre la crise du logement et l'insécurité alimentaire. Un des constats clés : être locataire augmente le risque d'être en insécurité alimentaire. En effet, les locataires ont 131 % plus de chances d'être en situation d'insécurité alimentaire que les personnes qui sont propriétaires de leur logement.

« On ne peut plus ignorer le fait que l'insécurité alimentaire et la précarité résidentielle sont liées. On s'en doutait, mais avec cette recherche, nous avons voulu mettre des chiffres plus précis sur cette réalité. Nos résultats permettent de mesurer l'ampleur de ces deux phénomènes », explique Sandy Torres, autrice de l'étude.

La recherche s'est appuyée sur trois sources :

- une revue de littérature,
- une analyse de statistiques,
- une analyse de témoignages recueillis dans trois régions (Montréal, Mauricie et Bas-Saint-Laurent).

La chercheuse a notamment demandé aux personnes ayant participé aux groupes de discussion ce qui, selon elles, permettrait d'améliorer leur situation résidentielle et alimentaire. Celles-ci ont mentionné la nécessité d'agir sur le prix et la disponibilité des logements, l'insuffisance des revenus, l'éparpillement des informations et l'organisation de l'aide alimentaire, que la plupart utilisent. À bien des égards, leurs propos font écho à ceux des représentantes et représentants d'organismes communautaires rencontrés dans le cadre du projet de recherche.

**Dans
les médias**



- Radio Canada
- Radio Canada
- Le Soleil
- Pivot

Ce projet a été réalisé grâce à la contribution financière du ministère de la Santé et des Services sociaux

**Santé
et Services sociaux
Québec**



Portrait de l'itinérance dans le Centre-Sud

Par Ariane Préfontaine et Christian Girard

Face à la complexification du contexte social dans le Centre-Sud à Montréal, l'Observatoire a réalisé une analyse succincte afin de mieux comprendre les dynamiques actuelles de l'itinérance, les profils des personnes concernées et les ressources communautaires du quartier.

L'analyse s'appuie sur les rapports d'activités 2023-2024 de 24 organismes œuvrant auprès des personnes en situation d'itinérance. Les données quantitatives tirées de ces rapports ont permis de dresser un aperçu du portrait de l'itinérance et des services offerts dans le quartier. Deux séances de discussion avec des organismes communautaires sont venues enrichir cette lecture et améliorer la compréhension des défis rencontrés sur le terrain.

Cette courte analyse met en lumière le fait que l'itinérance dans le Centre-Sud présente aujourd'hui des visages, des formes, des trajectoires et des réalités en pleine évolution.

Les organismes constatent en effet une coexistence d'expériences variées où se côtoient des personnes aux parcours de vie multiples, incluant de plus en plus de jeunes, de personnes issues de l'immigration, d'aîné·es, de travailleur·euses et de femmes, par exemple. Le quartier peut toutefois compter sur un écosystème de ressources qui soutient depuis très longtemps les populations itinérantes et en situation de grande précarité, malgré les défis importants auxquels le milieu communautaire fait face.

Les dynamiques changeantes et le manque de données disponibles soulignent la nécessité d'un portrait à jour appuyé par davantage de données quantitatives et qualitatives. Ce portrait contribuerait à une lecture plus fine des vécus des personnes en situation d'itinérance et à une meilleure compréhension des besoins changeants pour les acteurs du milieu.

Ce projet a été réalisé grâce à la contribution financière de la Corporation de développement communautaire (CDC) du Centre-Sud.



Le rapport sera publié le 20 octobre.

Bulletin de l'égalité des chances en éducation, édition 2025

Par Pierre Doray, François Fournier, Véronique Grenier, Claude Lessard, Maude Roy-Vallières et Xavier St-Denis

La région de résidence à l'adolescence influence fortement les chances de poursuivre des études postsecondaires, particulièrement pour les jeunes issus de familles peu scolarisées. C'est l'un des faits saillants que révèle **la troisième édition du Bulletin de l'égalité des chances en éducation**. « À conditions familiales comparables, les jeunes des régions rurales accèdent moins à l'université, qu'ils soient filles ou garçons », indique Pierre Doray, professeur émérite au Département de sociologie de l'UQAM et co-auteur du Bulletin.

L'édition 2025 du Bulletin met l'accent sur les disparités et les inégalités territoriales, avec plusieurs indicateurs désagrégés au niveau régional, ventilés selon les régions administratives, de la petite enfance jusqu'à l'université. L'analyse thématique offre un

angle original sur les différences interrégionales en proposant un portrait à partir du regroupement des régions administratives en fonction de caractéristiques sociogéographiques. À l'instar des éditions précédentes, le Bulletin s'appuie à la fois sur des données existantes et sur des données inédites produites par l'équipe du Bulletin.

En analysant les inégalités éducatives d'une région à l'autre, l'édition 2025 du Bulletin met en lumière la nécessité de stratégies différenciées pour y répondre efficacement. « Réduire les inégalités scolaires nécessite l'adoption de politiques publiques qui tiennent compte des réalités régionales, qui sont conçues en collaboration avec les autorités locales et qui favorisent un accès équitable à une éducation de qualité », affirme François Fournier.

Dans
les médias



- Radio Canada
- Le Devoir
- Radio Canada
- Radio Canada

La facture collective de la crise du logement au Québec : le manque de logements adéquats nuit à la prospérité économique

Par Ferdaous Roussafi avec la collaboration de
Geoffroy Boucher et Sandy Torres

En partenariat avec six directions de santé publique du Québec ainsi que la Chaire de recherche sur la réduction des inégalités sociales de santé de l'UQAM (RISS), l'Observatoire mène une vaste étude visant à quantifier les coûts associés au manque de logements adéquats et à mieux comprendre les expériences vécues par les personnes vivant en situation d'insécurité résidentielle.

« Les impacts sociaux de la crise du logement sont bien connus, mais ses coûts économiques restent peu documentés, en particulier au Québec. Ce projet vient combler cette lacune », explique Ferdaous Roussafi, économiste à l'Observatoire et autrice de la note de recherche.

Le premier volet intitulé **Manque de logements adéquats : quels coûts sur la prospérité économique?**, vient d'être dévoilé. Il concerne l'impact économique du manque

de logements abordables sur la prospérité économique dans la province de Québec, celle-ci désignant un état de bien-être collectif fondé sur une performance économique soutenue, permettant de répondre aux besoins essentiels, de participer à la vie économique et d'améliorer la qualité de vie.

Les prochaines publications de l'étude s'attarderont aux effets du manque de logements adéquats au Québec sur la santé physique et mentale, l'itinérance, le développement des enfants, la violence domestique et la consommation énergétique. Elles mettront également en lumière le vécu de personnes menacées de perdre leur logement dans différentes régions du Québec et finalement l'identification de pistes d'action pour améliorer les conditions de logement et de la santé des populations au Québec. Le projet se déroulera sur une période de deux ans.

Dans
les médias



- La Presse
- Qub Radio
- La Tribune

Consulter l'infographie

Ce projet est réalisé grâce à la contribution financière de six directions de santé publique (CIUSSS du Centre-sud-de-l'île-de-Montréal, CISSS de la Montérégie-Centre, CIUSSS de la Capitale-Nationale, CISSS du Bas-Saint-Laurent, CISSS de Laval et CIUSSS de l'Estrie-CHUS) et de la Société d'habitation du Québec.

Québec

Société
d'habitation
Québec

Inégalités sociales, scolaires et de santé : repenser le chemin vers l'égalité des chances. Un état de connaissances

À paraître en novembre

Par François Fournier

L'éducation est certes l'avenue incontournable pour former des citoyennes et des citoyens, mais elle représente aussi un enjeu central de santé publique. Cet état de connaissances rappelle à quel point les défis éducatifs sont indissociables des enjeux de santé et d'équité.

L'éducation joue un rôle déterminant dans la trajectoire de vie et de santé des individus. Un faible niveau de scolarité limite les perspectives d'emploi et de revenu tout en étant associé à une moins bonne santé et à une espérance de vie réduite. Il augmente aussi les coûts économiques, sociaux et sanitaires.

Malgré des progrès, il y a persistance d'un taux significatif de non-diplomation et de faible scolarité au Québec. Le taux de diplomation et de qualification au secondaire demeure nettement inférieur à la moyenne chez les élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage, ceux issus

de milieux défavorisés ainsi que dans le réseau public. Les sorties sans diplôme ni qualification touchent plus lourdement ces mêmes groupes.

Les effets de la segmentation scolaire actuelle en trois composantes -l'école publique régulière, l'école publique avec des programmes enrichis et l'école privée- sont de mieux en mieux documentés.

Cependant, les causes des difficultés scolaires et du décrochage ne font pas consensus. Deux grandes approches de l'égalité des chances en éducation et de la réussite scolaire coexistent. La première privilégie des mesures ciblées, comme l'élargissement de l'accès aux programmes à projets particuliers ou encore le recours à l'intelligence artificielle pour identifier plus tôt les élèves à risque de décrochage scolaire. La seconde va plus loin en proposant une transformation progressive de la

structure scolaire pour favoriser une meilleure mixité sociale à l'école et ainsi limiter la séparation entre groupes d'élèves. Des voix s'élèvent également pour réclamer un meilleur financement afin d'améliorer la qualité de l'accompagnement et de réduire les écarts de réussite.

Ce projet a été réalisé grâce à la contribution financière du ministère de la Santé et des Services sociaux



Aperçu des projets en cours

Itinérance et adaptation aux changements climatiques : un nouveau projet de recherche-action participative

L'Observatoire présente un nouveau projet de recherche intitulé *Adaptation et résilience : utiliser l'ADS+ pour comprendre et relever les nouveaux défis de l'itinérance face aux changements climatiques au Québec*.

Débuté en janvier 2025 et réalisé en collaboration avec Ouranos, ce projet s'étalant sur deux ans et demi, vise à soutenir l'implantation de stratégies d'adaptation aux changements climatiques répondant aux besoins et aux réalités des personnes en situation d'itinérance. Bien qu'elles soient parmi les plus durement touchées, ces populations demeurent trop souvent invisibilisées dans les démarches d'adaptation.

Ce projet s'inscrit dans la continuité du rapport exploratoire publié par l'Observatoire en juillet 2024 qui s'intéressait aux impacts différenciés des effets des changements climatiques et des solutions d'adaptation sur les personnes en situation d'itinérance, en se concentrant sur une étude de cas de la ville de Laval.

Ce projet est réalisé grâce à la contribution financière de :



Plan pour une
économie
verte



Québec



Fiche

Changements climatiques : nouveaux défis pour l'itinérance



Les changements climatiques nous affectent tous et toutes, mais pas de la même façon. Certaines personnes, comme celles en situation d'itinérance, y sont plus vulnérables et risquent d'être grandement affectées. Voici **quelques enjeux** auxquels elles peuvent être confrontées.

Grandes chaleurs

Risque de décès
Déshydratation
Coup de chaleur
Difficulté à dormir
Difficile de garder sa nourriture
Irritabilité



Événements extrêmes, comme des pluies diluviennes

Plaies aux pieds
Isolement
Avoir à se relocaliser
Pertes (équipement, nourriture, médicaments, documents, animaux de compagnie, etc.)
Stress et anxiété



Pluie en hiver

Risque de décès



Aperçu des projets en cours

Chaleur accablante : quels impacts sur les inégalités sociales de santé et notre richesse collective?

Débuté en 2025, le projet de recherche **MEDICCS** (Modélisation économique des impacts des changements climatiques sur la santé) vise à évaluer les implications économiques de l'impact des changements climatiques sur la santé de la population québécoise, ainsi que sur le système de santé.

L'Observatoire s'est joint à la Chaire de recherche sur la réduction des inégalités sociales de santé (RISS) et d'autres partenaires pour contribuer à guider l'action collective et favoriser la concertation afin de mettre en place une stratégie d'adaptation à la chaleur appropriée pour le Québec en comprenant mieux la réalité des personnes en situation de vulnérabilité lors des épisodes de chaleur accablante, et de réduire les impacts économiques de la chaleur et mieux protéger la population québécoise, particulièrement les sous-groupes plus défavorisés.

Ce projet est réalisé grâce à la contribution financière de :

Plan pour une
économie
verte



Québec



Chaleur accablante :
quels impacts sur les inégalités sociales de
santé et notre richesse collective ?

RÉSULTATS
mars
2028

Objectifs de recherche

- Explorer qualitativement l'expérience des vagues de chaleur et des chaleurs extrêmes chez certains groupes prioritaires (ex. maladie chronique, trouble schizophrène ou personnes s'identifiant comme appartenant à une minorité et/ou culturelle) et les coûts associés;
- Estimer les coûts économiques des vagues de chaleur et des chaleurs extrêmes sur la santé physique et mentale de la population québécoise;
- Mesurer les avantages économiques des mesures d'adaptation à la chaleur au sein du secteur de la santé et des services sociaux.

Retombées attendues

- Guider l'action collective et favoriser la concertation afin de mettre en place une ou des stratégies d'adaptation à la chaleur appropriée pour le Québec en comprenant mieux la réalité des personnes en situation de vulnérabilité lors des épisodes de chaleur accablante.

Aperçu des analyses de l'année

Comment se comparent les prestations d'assistance sociale du Québec à l'international?

Par Geoffroy Boucher

Le projet de loi 71, qui prévoit une modernisation des programmes d'assistance sociale au Québec, a été déposé à l'Assemblée nationale le 11 septembre dernier.

Ce projet de réforme vise notamment à créer un nouveau Programme d'aide financière de dernier recours regroupant les prestataires des programmes actuels d'aide sociale et de solidarité sociale et à remplacer les notions de « contraintes à l'emploi » par des notions de « contraintes de santé ». Il prévoit également que l'aide financière accordée sera versée individuellement à chaque membre adulte de la famille, plutôt qu'au ménage. Le projet de réforme ne prévoit pas de rehaussement significatif des prestations.

Selon une analyse publiée en 2023 par l'Observatoire québécois des inégalités, les programmes d'assistance sociale au Québec ne permettent pas à leurs prestataires de couvrir leurs besoins de base, tels que se loger, se nourrir et se vêtir.

Mais qu'en est-il à l'extérieur du Québec? Cette analyse vise à comparer les prestations des programmes d'assistance sociale au Québec à celles des pays membres de l'OCDE.

Consultez
l'analyse



Aperçu des analyses de l'année

Pourquoi les femmes gagnent-elles toujours moins que les hommes en emploi au Québec?

Par Nathalie Guay

Depuis quelques années, on souligne en novembre la journée où les femmes cessent d'être rémunérées pour leur travail. Il s'agit alors d'exprimer symboliquement, sur une base annuelle, l'écart qui demeure entre le salaire horaire moyen des femmes et celui des hommes.

Au Québec, en 2024, les femmes gagnaient en moyenne 91 % du salaire horaire des hommes, malgré des avancées depuis les années 1970. Divers facteurs expliquent ces inégalités salariales entre les femmes et les hommes : le type d'emploi et le secteur d'activités, les effets de la maternité et du partage du congé parental, une reproduction de classe qui défavorise les femmes et un partage des tâches domestiques toujours inégal.

Les femmes immigrantes, en particulier, subissent une double pénalité en raison de leur genre et de leur statut migratoire.

La grande implication des femmes dans les tâches domestiques et familiales non rémunérées freine leur progression professionnelle et contribue à leur moindre accès aux postes de direction.

Des politiques publiques comme la Loi sur l'équité salariale, les services de garde subventionnés et le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) ont contribué à réduire les écarts, mais des inégalités persistent. La reconnaissance du travail non rémunéré, l'accès à tous les secteurs professionnels et une meilleure répartition des tâches domestiques sont essentiels pour réduire les inégalités.

Consultez
l'analyse



Aperçu des analyses de l'année

L'insécurité alimentaire gagne du terrain au sein de la classe moyenne québécoise

Par Geoffroy Boucher

En décembre dernier, un mois après le dévoilement du *Bilan-Faim* des Banques alimentaires qui rendait compte de la situation préoccupante sur le terrain, l'Observatoire a publié une analyse dévoilant des données inédites sur la situation d'insécurité alimentaire au Québec.

L'insécurité alimentaire est en hausse au Québec pour une 3^e année consécutive. Encore plus préoccupant : l'insécurité alimentaire marginale a légèrement diminué au profit des niveaux d'insécurité alimentaire modérée et sévère qui ont connu une augmentation marquée.

Afin d'approfondir l'étude du phénomène, l'Observatoire a demandé à Statistique Canada de croiser certaines variables d'intérêt à partir des données les plus récentes de l'Enquête canadienne sur le revenu (2022).

L'analyse des données par quintile de revenu révèle la sévérité du phénomène de l'insécurité alimentaire chez les personnes à faible revenu. S'il n'est pas surprenant de constater que le niveau d'insécurité alimentaire varie en fonction du revenu, c'est toutefois au sein de la classe moyenne que la progression de l'insécurité alimentaire est la plus saisissante.

Consultez
l'analyse



Aperçu des analyses de l'année

Des régimes publics de pension insuffisants pour atteindre le revenu viable

Par Geoffroy Boucher

Selon les calculs de l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS), il faut entre 31 696 \$ et 42 884 \$ en 2025 à une personne seule pour vivre hors de la pauvreté dans les grands centres urbains du Québec.

Or, les programmes publics de pension, destinés à fournir un revenu de base aux personnes âgées, ne permettent pas d'atteindre le revenu viable. En 2025, le revenu disponible d'une personne âgée de 65 ans n'ayant accès à aucune prestation au-delà de la Pension de la sécurité de la vieillesse (PSV) et du Supplément de revenu garanti (SRG), est de 25 060 \$. Ce montant correspond à 62,5 % du seuil de revenu nécessaire pour qu'une personne seule puisse vivre dignement à Montréal, établi à 40 084 \$ selon l'IRIS.

L'insuffisance des régimes publics de pension peut exacerber les inégalités auxquelles est confrontée la population âgée du Québec. Selon une récente analyse de

l'Observatoire, les personnes âgées font face à d'importantes disparités, notamment au regard du revenu, de la santé, du logement et de la mobilité.

Consultez
l'analyse



Cet article a été produit en partenariat avec l'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR).



Dans les médias

- 107.7 FM
- 92.5 CKAJ
- LanauWEB.info

Aperçu des analyses de l'année

En panne de mobilité : les inégalités en matière de transport au Québec

Par Geoffroy Boucher

Pour souligner la Journée mondiale de l'environnement, l'Observatoire québécois des inégalités a publié une analyse inédite mettant en lumière certaines inégalités en matière de transport au Québec.

En couplant des données de Statistique Canada avec l'indice de défavorisation matérielle de l'Institut national de santé publique du Québec, l'économiste Geoffroy Boucher met en évidence certains défis en matière de mobilité, qui renforcent les inégalités sociales.

Le transport routier représente plus de 30 % des émissions de gaz à effet de serre au Québec. On présente souvent la diminution de l'usage de la voiture comme l'une des clés de la lutte aux changements climatiques. Or, tout le monde n'a pas accès à des alternatives à l'automobile.

En effet, l'insuffisance des infrastructures de transport en commun en dehors des grands centres urbains contraint la population à dépendre davantage de la voiture, ce qui génère des dépenses de transport plus

élevées et pèse particulièrement lourd dans le budget des personnes les moins nanties. La dépendance à l'auto pour les déplacements quotidiens peut donc contribuer à l'appauvrissement d'une partie de la population, en particulier hors des grands centres urbains.

Consultez
l'analyse



Mémoire

Réduire les inégalités, un choix payant

Dans le cadre des consultations prébudgétaires 2025-2026, l'Observatoire a produit un mémoire dans lequel il présente plusieurs recommandations :

1 Accroître la progressivité de l'impôt sur le revenu des particuliers.

2 Mieux imposer le patrimoine.

La fiscalité fait partie des moyens pour réduire les inégalités économiques. Dans une stratégie doublement gagnante, elle permet d'accroître les recettes de l'État tout en renforçant notre capacité collective à relever les défis contemporains.

3 Renforcer le filet social.

4 Investir dans l'habitation à but non lucratif.

Une part importante de la population québécoise n'a pas les ressources suffisantes pour subvenir à ses besoins de base et fait face à d'importants obstacles à la sortie de la pauvreté. Le gouvernement peut générer des économies à moyen et long terme s'il met en place une stratégie efficace pour déjouer la pauvreté.

5 Assurer la qualité et l'accessibilité des services publics.

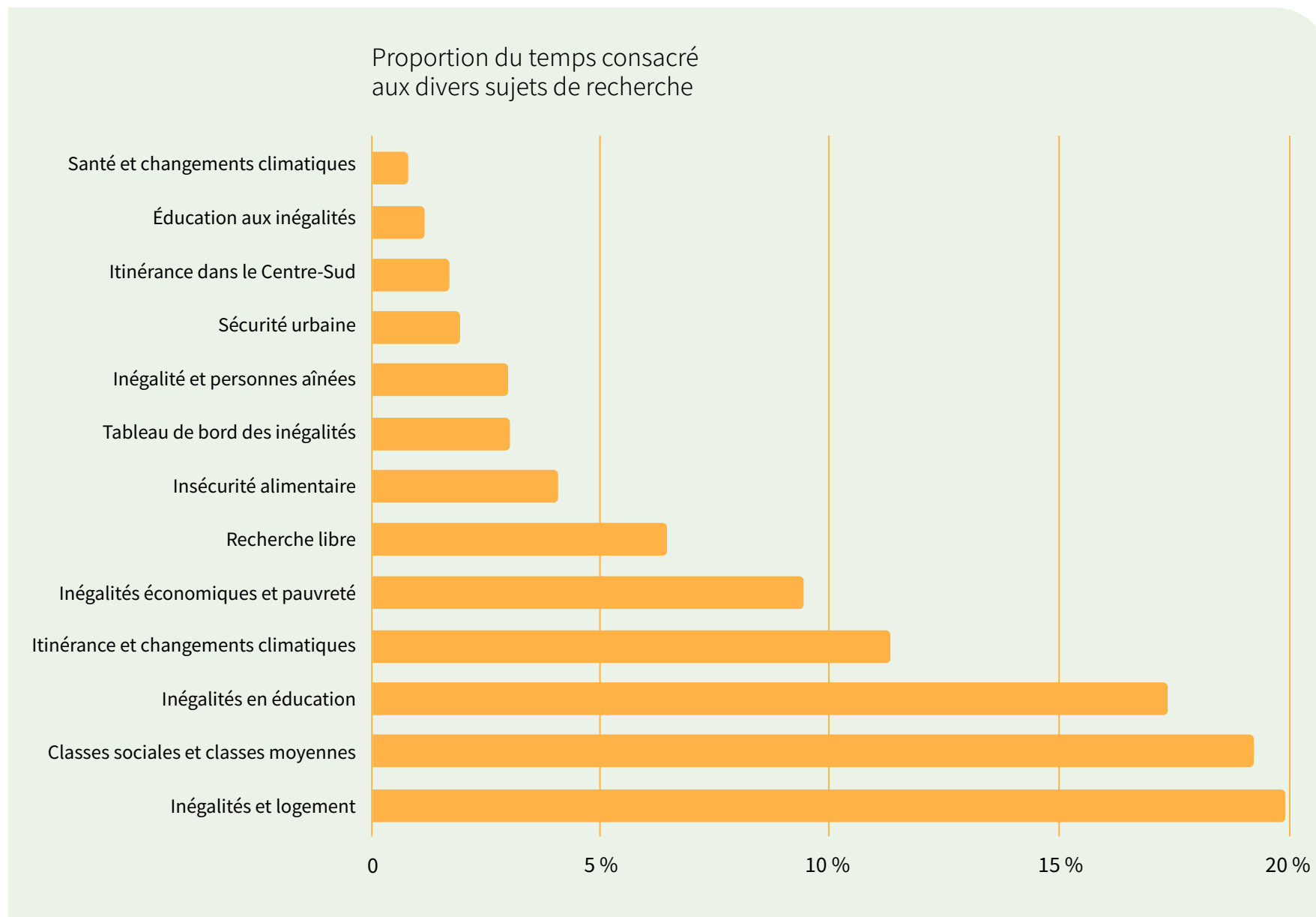
6 Investir dans la petite enfance.

Les services publics constituent un puissant levier permettant de tempérer les effets de l'origine sociale, d'améliorer les conditions de vie et d'offrir des chances équitables à tous et toutes.

Consultez le mémoire



Allocation des ressources



Équipe



Ariane Préfontaine
Chercheuse



Christian Girard
Chercheur



Damien Franck Omer Sanogo
Chercheur en résidence



Estelle Villemin
Responsable des productions
graphiques et numériques



Ferdaous Roussafi
Chercheuse et économiste



François Fournier
Chercheur et sociologue



Geoffroy Boucher
Économiste et responsable des
relations gouvernementales

Équipe



Julia Haurio
Directrice des communications



Maïli Bellon
Responsable de la mobilisation
et de l'engagement numérique



Marianne Castelan
Responsable de la stratégie
éditoriale



Marianne-Sarah Saulnier
Chercheuse - Intersectionnalités et
ADS+ et anthropologue



Nathalie Guay
Directrice générale



Roberson Edouard
Chercheur senior et sociologue



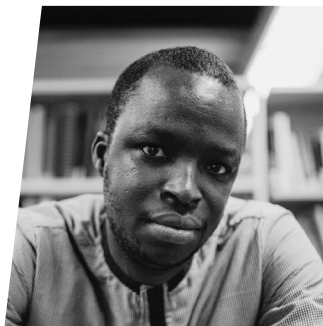
Sandy Torres
Chercheuse et sociologue,
coordonnatrice de la recherche

Chercheuses et chercheurs associés

Cette année marque la création d'un nouveau statut à l'Observatoire : celui de chercheuse et chercheur associé.

Cette initiative vise à consolider des collaborations existantes avec des expertes et des experts souhaitant contribuer à la réduction des inégalités au Québec.

Avec ce nouveau statut, l'Observatoire souhaite favoriser un plus grand nombre de collaborations afin de développer et faire rayonner les connaissances sur les inégalités au Québec — à travers des analyses, articles, projets de recherche et webinaires.



Mamadou Diallo



Pierre Doray



Marie Mélanie Fontaine



Véronique Grenier



Maude Roy-Vallières



Julien Simard



Xavier St-Denis



Pierre Tircher

Conseil d'administration



Benjamin Prud'homme
Administrateur



Marc-Édouard Joubert
Secrétaire



Marianne Meunier
Administratrice



Mario Regis
Président



Marie-Ève Tremblay
Vice-présidente



Céline Bellot
Administratrice



Xavier-Alexandre Courcy
Trésorier

Conseil scientifique

Rôle

Conseiller l'Observatoire et favoriser son ancrage dans la communauté scientifique pertinente à sa mission.

Mandats

Conseiller l'Observatoire sur les priorités et les orientations de ses activités de recherche, ainsi que sur la mise en œuvre du programme de recherche.

Faciliter les relations entre l'Observatoire, la communauté scientifique et autres parties prenantes, notamment les universités, les centres de recherche, les fonds de recherche, des partenaires de la société civile et des décideurs.

Bibiana Pulido - Directrice générale du Réseau interuniversitaire québécois pour l'équité, la diversité et l'inclusion (RIQEDI)

Céline Castet-Renard - Professeure titulaire, Chaire de recherche de l'Université sur l'intelligence artificielle responsable à l'échelle mondiale, Université d'Ottawa

Claude Lessard - Professeur émérite au Département d'éducation à l'Université de Montréal et ancien président du Conseil supérieur en éducation

Erik Bouchard-Bouliane - Directeur du service de l'action professionnelle et sociale, Centrale des syndicats du Québec (CSQ)

Jill Hanley - Professeure à l'École de travail social de McGill et directrice scientifique de l'Institut universitaire SHERPA

Louise Potvin - Présidente du Conseil scientifique de l'Observatoire québécois des inégalités et professeure titulaire à l'École de santé publique de l'Université de Montréal

Maude Landry - Cheffe d'unité scientifique – Analyse de la santé et de ses inégalités sociales et territoriales, Institut national de santé publique (INSPQ)

Olivier Ducharme - Responsable de l'analyse politique, Collectif pour un Québec sans pauvreté

Raquel Fonseca - Professeure, Département des sciences économiques de l'UQAM

Sophie L. Van Neste - Professeure agrégée, INRS, Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en action climatique urbaine, Responsable du Labo Climat Montréal

François Régimbal - Président du comité d'éthique de la recherche, Cégep du Vieux Montréal

Autres faits saillants de l'année

→ Mawamketuwiyak : le 12 mars dernier, **l'Observatoire québécois des inégalités et l'Observatoire des réalités autochtones urbaines ont scellé une entente** pour amplifier leur impact sur la réduction durable des inégalités sociales.

→ Le 15 mai dernier, l'Observatoire a remis un **prix à une étudiante en sciences humaines** dans le cadre d'un concours d'affiches scientifiques organisé par le Cégep du Vieux Montréal.

→ L'Observatoire est **devenu membre de trois regroupements** : la CDC Centre-Sud, Espace Muni et Transition en commun

→ Cette année, l'Observatoire a connu une forte augmentation de son **nombre de membres : + 108%** par rapport à l'an dernier.

→ L'Observatoire a publié une **lettre ouverte** dans la Presse : **Mieux répartir la richesse pour relever les défis des prochaines décennies** et un **article** sur le site Options politiques **Abolition du bouclier fiscal : un recul pour les travailleurs à faible revenu.**



L'Observatoire remercie chaleureusement ses partenaires, membres et donateurs

Les accélérateurs



Les alliés



Les amis



Un remerciement tout particulier aux bénévoles et participantes et participants à nos divers comités pour leur implication et leur soutien tout au long de l'année !



**Merci de continuer à soutenir
le travail de l'Observatoire
québécois des inégalités**